

Le non à la constitution européenne, un an après :

Trois faits non reconnus

Jean-Jacques Rosa

26 Mai 2006

Les opposants au projet de constitution européenne ont gagné haut la main le référendum de mai 2005 malgré l'engagement massif de l'appareil de propagande gouvernemental. Mais un an après ils se plaignent de ne pas avoir été entendus, les dirigeants politiques faisant, selon eux, comme si rien ne s'était passé. Beaucoup également, bien conscients de l'hétérogénéité des « non » doutent de la profondeur, dans l'opinion, du rejet de l'intégration. Ils craignent ainsi qu'une prochaine épreuve, mieux organisée par les partisans de la centralisation européenne, ne renverse la tendance et ne nous engage encore plus avant sur le chemin d'un super-Etat fédéral, au mépris de la volonté majoritaire des électeurs.

Je crois cette opinion, largement partagée, excessivement pessimiste sur deux points et trop peu consciente du véritable problème qui se pose aujourd'hui, sur un troisième. Trois faits majeurs, en réalité, sont insuffisamment reconnus, voire complètement méconnus. Ces trois faits non reconnus concernent la motivation profonde et rationnelle du rejet de la constitution, d'une part, le changement indéniable de la politique du gouvernement, suite à l'échec du référendum d'autre part, et enfin la prochaine étape inéluctable du retournement des politiques en faveur de la libéralisation économique et politique, d'une ouverture économique plus marquée de notre économie, alors que la plupart de opposants à la construction économique européenne – les « nonistes » - souhaitent un retour aux politiques mercantilistes et étatistes de l'époque pompidolienne.

1. Les « non » ont une bonne raison, elle est économique.

Les « non » ont été motivés par de bonnes raisons, même si les explications de vote fournies par les intéressés apparaissent souvent arbitraires et déraisonnables. Les raisons profondes, elles, sont rationnelles et économiquement justifiées.

Elles se ramènent à un simple constat : plus d'Europe, en particulier sous la forme de l'intégration monétaire et de l'euro, « ça ne marche pas », tout comme, jadis, il avait bien fallu reconnaître que « le socialisme, ça ne marche pas » (ou plus). Les observateurs du déclin, peut-être passager, de l'Union européenne, mettent en effet toujours en cause la trop grande rigidité de nos économies, et en particulier celle du marché du travail. C'est le

diagnostic officiel de la Banque centrale européenne, répété ad nauseam, et qui constitue le cheval de bataille des libéraux patentés. Et il est vrai que les économies européennes continentales se distinguent par des marchés du travail excessivement réglementés et des prix peu flexibles. Les étatistes au contraire, majoritaires parmi les partisans du non, dénoncent l'absence de grands projets industriels et l'insuffisance de la protection contre la compétition jugée destructrice et insoutenable des pays pauvres en voie de développement, dont l'exemple le plus spectaculaire est évidemment la Chine, avatar contemporain du « péril jaune » de triste mémoire.

Les uns comme les autres négligent les faits : le fait principal est que malgré les rigidités corporatistes et syndicales et en dépit pourrait-on dire de l'ouverture internationale si fréquemment dénoncée de « l'Europe passoire », lorsque la politique monétaire et de change est adaptée aux besoins, l'expansion est au rendez-vous. C'est ce qui s'est passé dans les premiers mois de l'adoption de l'euro, lorsque ce dernier a été dévalué de plus de 25% en quelques mois par rapport au dollar. La croissance européenne a alors tendu vers les 4% l'an, une très bonne performance malgré les handicaps structurels censés la rendre impossible.

Inversement, depuis que l'euro s'apprécie en raison de la faiblesse du dollar, la performance européenne est médiocre ou mauvaise, avec le même niveau, inchangé, de handicaps structurels.

C'est dire la puissance naturelle de la politique de change et monétaire dans une vaste économie comme celle des pays continentaux de l'Europe, en dépit des dogmatismes néo-monétariste et financièrement conservateurs.

Dans ces conditions le vote non se comprend parfaitement et répond à une impeccable logique économique : l'intégration européenne a pris comme cheval de bataille l'intégration monétaire et la création de l'euro. Celle-ci a déterminé une politique conservatrice de la monnaie qui a engendré un ralentissement marqué de la croissance et une détérioration devenue structurelle de l'emploi (elle avait en effet commencé dès la fin des années 80 et le début des années 90 avec les politiques de convergence vers la monnaie forte qu'était le mark, pour préparer le passage à l'euro selon les fameux « critères de Maastricht »). Il convient donc de sanctionner ces choix politiques et de dire non à toute proposition de poursuite de l'intégration politico-économique.

Les motifs le plus souvent invoqués, de façon superficielle, dans les réponses aux sondages ou dans les discours politiques, sont la nécessité d'accroître le protectionnisme (inutile si le taux de change est adéquat) ou de renoncer à la libéralisation de l'économie, qui n'est en réalité pour rien dans la contre-performance de l'économie. Ils reflètent les idéologies les plus courantes, héritées d'un long passé étatiste et dirigiste qui ne correspond plus aux conditions contemporaines des échanges et de la création de richesse.

Les électeurs ont donc compris, à travers les résultats patents des politiques suivies, que ces politiques – et en premier chef la politique de l'euro, qui en est le symbole par excellence et la réalisation la plus visible – étaient les responsables de la dégradation de leur situation économique, et qu'il fallait en conséquence changer de trajectoire. Le non à l'Europe constitutionnelle est donc un non à sa première et principale manifestation, l'euro. Il est logique, cohérent et économiquement fondé, qu'il émane de gauchistes ou de

droitistes qui en fournissent par ailleurs des rationalisations superficielles et erronées. C'est un vote économique avant tout, et parfaitement fondé.

2. Le gouvernement a bien tiré les leçons de son échec : sa politique européenne a profondément changé.

Certes le discours officiels reste en apparence « centralisateur européen ». Certes les groupes de pression favorables à la centralisation sont toujours en place, à Bruxelles bien sur mais aussi dans les principales capitales, et ils préparent de prochaines offensives intégrationnistes.

Mais la politique du gouvernement français, comme celle d'autres pays membres, a fait l'objet d'une véritable volte-face : « l'ardente obligation » du pacte de stabilité a été passée tout simplement par profits et pertes après avoir été dénoncée comme une « stupidité » par M. Prodi, qui a eu en l'occurrence la tâche ingrate de reconnaître publiquement que le roi était nu. C'est le pape affirmant urbi et orbi que la religion est une absurdité. La politique étrangère a été marquée par un regain de divergences nationales, notamment dans le problème iraquien. Les grands projets industriels ont été ressortis du placard des administrations sur la suggestion de M. Beffa. Enfin les règles de concurrence européennes sont ouvertement bafouées par le gouvernement français qui érige des barrières anti-OPA de tous cotés et entend ainsi contrôler la nationalité des dirigeants d'entreprises privées. Les déficits publics sont maintenus et aggravés autant que de besoins (nationaux). Et s'il y a accord entre européens c'est uniquement pour mettre au réfrigérateur tout projet constitutionnel, et pour une durée indéterminée.

Si ce n'est pas un regain de nationalisme, ou de « souverainisme » - comme on voudra -, alors qu'est-ce ?

Il faut donc reconnaître que les souverainistes ont gagné. Certes il y aura d'autres batailles, d'autres offensives des centralisateurs européens, mais pour le moment les souverainistes étatistes et dirigistes ont gagné. Et l'on peut prévoir que les évolutions ultérieures maintiendront leur avantage parce que les tendances profondes de l'organisation des entreprises et des Etats vont dans le sens du morcellement, du fractionnement, de la réduction des dimensions optimales, toutes tendances qui s'opposent frontalement à la volonté centralisatrice de la « construction européenne » (voir L'erreur économique, 1998, et Le second vingtième siècle, Grasset, 2000).

Mais les souverainistes doivent se préparer à perdre sur un aspect fondamental de leur idéologie actuelle, le dirigisme et l'étatisme.

3. La contradiction interne du souverainisme.

Ce sont les raisons mêmes qui assurent aujourd'hui la victoire du souverainisme et l'échec de l'intégration européenne qui vont, demain, déterminer la défaite des dirigistes et protectionnistes.

Sur le fond économique ils ont tort car les difficultés de l'économie française et des autres économies continentales les plus riches ne s'expliquent ni par la libéralisation excessive (le prétendu « ultra-libéralisme » est bel et bien introuvable) ni par l'ouverture internationale inconsiderée. Elles découlent d'une combinaison délétère de structures d'organisation obsolètes (corporatistes et centralisées) héritées d'une autre époque (où elles avaient leur justification) et de politiques macroéconomiques ultra conservatrices de taux de change et de taux d'intérêt trop élevés qui brident la croissance et étouffent l'activité pour soutenir et imposer une monnaie centrale nocive.

Ce choix malthusien de politique macroéconomique repose sur des conceptions théoriques aujourd'hui dépassées (celles des années 70) qui nient – contre toute évidence - l'impact de la monnaie sur les équilibres réels et sur l'emploi et font de la lutte contre une inflation qui a été partout vaincue, et ne montre guère de velléité de résurgence même avec de fortes hausses des prix des matières premières, l'unique préoccupation des gouvernements et des autorités monétaires.

Si les rigidités des économies continentales ne sont pas les causes principales de l'actuelle stagnation il est clair cependant que ces économies sont trop rigides, trop réglementées, mais surtout trop imposées (et le facteur travail beaucoup plus que le facteur capital). Ce ne sont pas des tarifs douaniers et des restrictions aux échanges, comme dans les années 30, qui pourront y remédier.

Mais de plus la réforme libérale est inéluctable dans une économie nationale indépendante et de dimension moyenne comme l'économie française. Plus la dimension de l'économie est réduite plus elle est condamnée à l'ouverture des échanges, ce qui veut dire qu'elle ne peut valablement accroître ses barrières protectionnistes sans compromettre totalement sa prospérité.

Si l'on veut le protectionnisme, les impôts et la réglementation il faut être cohérent : il faut voter pour l'intégration politique européenne.

Les pays qui font le choix de la dimension plus modeste doivent opter pour l'ouverture, la baisse des impôts et l'allègement des réglementations et des rigidités, patronales comme salariales. Il ne faut pas croire en effet que les rigidités et corporatismes sont l'exclusivité des syndicats de salariés. Les grandes entreprises défendent avec pugnacité leurs privilèges et autres rentes du même genre.

Mais les souverainistes doivent, maintenant qu'ils ont gagné la première manche, faire face aux réalités. Leur projet d'indépendance nationale passe nécessairement par l'adoption d'un programme de libéralisation et d'ouverture. S'ils s'y opposent ils connaîtront cette fois la défaite.

&&&